ELECTIONS LEGISLATIVES - 21 MARS 1993 - Deuxième circonscription du Calvados

**PARTI DES TRAVAILLEURS**

Membre de l'AET (Alliance Européenne des Travailleurs)

# OUI IL EXISTE UNE ISSUE

**La SMN devrait disparaître. RVI devrait dégraisser, les salariés de la région comme ceux de l'ensemble du pays devraient accepter les coupes sombres.**

De pôles de reconversion en plans sociaux, en "mesures" pour l'emploi, ce sont des attaques sans précédent contre les acquis ouvriers.

Quant aux jeunes, il ne leur reste que la surexploitation par le truchement des stages ou de l'apprentissage qui devrait se généraliser à la place d'une véritable formation professionnelle publique.

Gouvernement et patronat multiplient les stages en entreprise, baissent les salaires, embauchent des CES et parlent du partage du travail. Après les plans de reconversion, il faudra faire l'expérience des petits boulots, de la précarité, de la misère.

Non, les 3 millions de chômeurs officiels, les 5 millions de travailleurs précaires, le saccage de la protection sociale, de l'instruction publique, la faillite pour des centaines de milliers d'exploitations agricoles, l'asphyxie des communes ne sont pas une fatalité.

C'est le résultat du viol du mandat que Mitterrand et la majorité PS-PCF avaient sollicité du peuple en 1981 pour, disaient-ils, "rompre avec le capitalisme". C'est le résultat de leur soumission aux institutions antidémocratiques de la Ve République, de leur "réconciliation avec l'entreprise et le patronat".

On nous dit qu'il n'y a pas d'argent pour les salaires, l'école, les retraites, la sécurité sociale, et pourtant :

- le gouvernement a dépensé 25 millions de francs pour le raid d'un seul avion sur l'Irak,
- il a versé 150 milliards dans la poche des spéculateurs pour soi-disant "défendre le franc",
- les exonérations de charges de 1968 à 1991 s'élèvent à 35 milliards,
- il verse 40 milliards par an de fonds publics à l'école privée.

**Il existe une issue. Elle viendra de l'union des millions de travailleurs menacés par les plans de licenciements et de privatisations, des millions de chômeurs et de travailleurs précaires, de retraités, de paysans, de petits commerçants et d'artisans que condamne cette politique mise en oeuvre par les gouvernements qui se sont succédé au service exclusif du grand capital.**

Les grèves et les manifestations qui se multiplient contre les licenciements, contre les fermetures de classes et le saccage de l'école et des services publics, contre les conséquences de la politique agricole commune, en sont la preuve.

Sciences Po / fonds CEVIPOF

# L'ISSUE RESIDE DANS L'UNITE

Nous ne pouvons rien attendre de bon de ces élections car il ne peut rien sortir de bon d'un Parlement que la Constitution antidémocratique de la Ve République réduit à n'être qu'une chambre d'enregistrement des mesures, lois et décrets anti-ouvriers, dictés par le grand capital.

Nous nous prononçons pour l'abrogation de ces mesures, ainsi que celles dictées par le GATT ; la confiscation des milliards distribués aux spéculateurs.

Pour cela l'unité est nécessaire pour instaurer la démocratie, ouvrir la voie à la constitution d'un gouvernement capable d'abroger les institutions antidémocratiques de la Ve République ; un gouvernement qui soit l'émanation de la volonté du peuple.

Nous combattons pour en finir avec la dispersion des luttes, pour unifier les actions simultanées, ce qui est le moyen le plus efficace pour résister aux plans et "réformes" du gouvernement et du grand capital.

**Notre candidature n'a pas d'autre signification que d'incarner ce combat pour l'unité.**

**Nous poursuivrons notre combat clairement et honnêtement pour l'organisation de l'unité la plus totale sur ces questions vitales.**

C'est le sens de l'adresse à tous les élus, à tous les responsables politiques et syndicaux de la région de Caen que nous faisons contre-signer :
*"Que se réalise l'unité des travailleurs et de toutes leurs organisations, de la population et de ses élus, pour aller exiger ensemble du gouvernement l'annulation des 863 suppressions d'emplois à la SMN et à RVI, et le gouvernement devra céder."*

Nous ne sommes pas isolés, dans tout le pays ces questions se posent, l'unité des travailleurs et des organisations pour le "tous ensemble" se construit.

Le Parti des Travailleurs organise, le 20 juin à Paris, avec des militants ouvriers de 76 pays un rassemblement international contre les plans de privatisation-destruction dictés par le Fonds Monétaire International.

**Nous appelons toutes celles et tous ceux qui se reconnaissent dans ce combat à se regrouper pour mener campagne pour l'unité, pour s'organiser.**

## VOTEZ POUR LE CANDIDAT PRESENTE PAR LE PARTI DES TRAVAILLEURS

**Jean-Paul DUCANDAS**
**candidat**

**Philippe GONI - LACASA**
**suppléant**

Vu, le candidat

Parti des Travailleurs - 1114, Boulevard des Belles Portes, 14200 Hérouville St Clair

Imprimerie INFOTEC 2000, PARIS

Sciences Po / fonds CEVIPOF